

« Analyser le travail en Afrique »

Tine Manvoutouka Roth<sup>1</sup>

Par Edouard Orban

L'introduction de ce livre débute par une interrogation : « Pourquoi l'Afrique ? ». Venant de Tine, née Manvoutouka, cette question paraît essentielle pour comprendre la portée de son travail.

Fille d'un père congolais (Brazzaville) et d'une mère allemande, l'auteure est au croisement de cultures africaines et européennes. Évoquant l'accueil ambiguë des agents congolais, eu égard à sa position de chercheuse et de blanche, dont elle devait analyser (comprendre) le travail, elle signale que :

*« cette posture a été néanmoins contrebalancée par mon expérience personnelle au Congo-Brazzaville, c'est-à-dire par une certaine familiarité avec l'aire culturelle, et par mon statut familial. Cette présentation personnelle auprès des interlocuteurs changeait radicalement les termes de l'échange ; nous passions d'un échange protocolaire, en retenu, à un échange ouvert de confiance » (p. 19).*

L'auteure est ainsi porteuse d'une hybridité riche de métissage. Riche par une confluence des cultures qui interroge de manière (presque) obligée les normes, les dénominations, les notions et concepts, les stéréotypes de l'une et de l'autre. Questionnement des différences, particularités, singularités porteuses non pas de relativisme ou de culturalisme mais d'un enrichissement réciproque vers une universalité, nous y reviendrons, qui ne se limite pas à celle que l'occidental a prétendu représenter. Ainsi, lorsqu'elle interroge la

---

<sup>1</sup> *Analyser le travail en Afrique. Pour une approche ergologique du développement*, 2019, Toulouse, Editions Octarès, 150 pages.

notion de « développement » des pays d'Afrique, elle ne peut que signaler que les crises mondiales actuelles conduisent « *à réinterroger ces "phases de sous-développement" pour tous les pays, avec la portée critique que cela implique pour juger des politiques économiques et sociales actuelles des pays industrialisés* » (p. 5). Il en est de même pour « le travail informel » au regard de l'involution des droits du travail dans la Communauté européenne ou pour « *la place des recherches dans les projets de transformation sociale et sur la relation entre savoirs et pouvoirs [...]* » (p. 128).

La réflexion de Tine Manvoutouka s'appuie sur l'évaluation d'un projet de développement durable promu et financé par l'Allemagne au Congo (RDC). Elle s'appuie également sur de nombreux auteurs pour analyser les concepts utilisés : développement, développement durable, travail, formes de régulations sociales, normes, inter-normativité, posture du chercheur et de l'expert... Chaque thématique est appréhendée en convoquant de multiples auteurs ainsi que de multiples disciplines. Ainsi son examen de la notion de développement convie la socio-économie du développement, l'évolutionnisme biologique, l'idéologie du progrès, l'*empowerment*. Pour aborder le « travail » l'auteure n'hésite pas à faire un historique de nos représentations du travail, à questionner celles des africains subtropicaux, à visiter les théories de régulation sociale, à interroger l'anthropologie du travail avec Maurice Godelier, Gerd Spittler, Jean Carbonnier et son concept d'inter-normativité... Ou encore, à questionner la production d'une « connaissance du travail » en critiquant les représentations culturalistes, la posture de l'expert ouvrant ainsi dans le dernier chapitre un débat avec l'ergologie.

Cette diversité et multiplicité d'apports est confirmée, si cela est encore nécessaire, par les dix pages de bibliographie, faisant ainsi de cet ouvrage, outre l'intérêt d'une réflexion sur le travail en Afrique noire, « un manuel » utile à avoir sous la main. C'est non sans raison que François Daniellou dans sa préface invite « tous ceux qui s'intéressent au travail de le lire ». Remarquables également sont la clarté du plan et la progression de sa pensée, ainsi que la rigueur de l'exposé.

On peut évidemment discuter tel manque ou tel désaccord, l'intérêt du travail de Tine Manvoutouka est de les susciter. Ainsi, à propos du travail informel elle écrit :

*« Ce secteur est effectivement un des facteurs sur lequel repose la dynamique des économies en développement et en particulier celle du continent africain, où il assure une grande partie de l'emploi et apporte une réponse aux besoins élémentaires des populations »* (p. 78).

En exemple de sa démonstration, elle cite le travail informel des menuisiers-soudeurs à Ouagadougou. S'appuyant sur l'étude de Jean Bernard Ouédraogo, elle le décrit comme une « régulation sociale, locale stabilisée ». Ce métier « *jouit d'une certaine reconnaissance sociale dans la société actuelle des Burkinabés* ». Ceci se vérifie aussi pour d'autres secteurs, notamment ceux qui exigent des compétences techniques : couture, mécanique, réseaux de commerce...

Mais l'exemple de cette « profession » peu éloignée de la très ancienne caste des forgerons ne devrait-il pas être complété par l'examen d'autres formes de travail informel ? De nombreuses dénominations ont tenté de le caractériser : « seconde économie », « économie parallèle », « petite économie marchande », « économie populaire », « économie de la pauvreté »<sup>2</sup>, etc. Selon la dénomination choisie la réalité décrite n'est pas la même.

Pour ceux et celles qui travaillent dans l'informel « *la lutte pour la survie peut-être aussi impitoyable que les luttes entre fonctions qui se disputent le pouvoir de puiser dans la marmite [...]* » Ce travail est alors soumis, comme on peut le voir dans les « campements carrières », à des seigneurs de guerre exerçant, par l'intermédiaire d'un Président Directeur Général, la terreur sur des « brigades disciplinaires » travaillant dans l'exploitation de nombreuses mines<sup>3</sup>. Dans l'est de la RDC, ces seigneurs de guerre mènent depuis plusieurs années une guerre larvée. Sans aller jusque là, d'autres formes d'économie informelle ne peuvent répondre aux

---

<sup>2</sup> « Économie populaire et phénomènes informels au Zaïre et en Afrique », sous dir. Gauthier de Villers, *Cahier du CEDAF-ASDOC* n° 3 et 4, 1994, Bruxelles, 277 pages.

<sup>3</sup> Gauthier de Villes, « Le pauvre, le hors-la-loi, le métis », *Cahier du CEDAF*, n° 6, 1992, Bruxelles, p. 2.

critères de développement et développement durable comme par exemple celles qui utilisent le travail des enfants.

Sur le fond, le message qui parcourt cet ouvrage est que :

*« sur le champ du développement, les études ne peuvent que s'instruire auprès des [protagonistes des activités] : le dialogue entre les savoirs institués par les sciences humaines et sociales et les savoirs issus de l'expérience est fécond pour produire des outils pertinents pour l'analyse d'une réalité sociale au carrefour d'héritages multiples »* (p. 139).

Il s'agit moins *« d'élaborer un système théorique qu'à démontrer la nécessité d'une posture méthodologique ouverte, fondée que le dialogue des savoirs »* (p. 138).

Le dernier chapitre du livre est consacré à la fondation et au fonctionnement de ce dialogue autour du dispositif dynamique à trois pôles proposé par Yves Schwartz<sup>4</sup>. L'auteure y aborde, entre autres, une description de différentes postures d'experts, une critique des visions déterministes et du culturalisme.

Toutefois l'attention et l'intérêt du lecteur sont retenus par son aveu d'être restée *« dans l'antichambre d'une véritable analyse de ce projet institutionnel »*<sup>5</sup>. Tout à son honneur, cette modestie invite le lecteur à interroger les raisons de cette déconvenue. Tine Manvoutouka confirme ainsi pour une part un questionnement<sup>6</sup> que nous avons nous-même formulé lors du troisième congrès de la Société Internationale d'Ergologie :

*« notre expérience sur le terrain témoigne in fine de [la] méconnaissance entre deux champs distincts, celui de la recherche, accusée d'être en décalage avec les mutations rapide*

---

<sup>4</sup> Yves Schwartz et Louis Durrive, *L'activité en dialogues. Entretiens sur l'activité humaine* (2), Toulouse, Editions Octarès, 2009.

<sup>5</sup> Piloté par l'Allemagne (p. 136).

<sup>6</sup> Ce questionnement porte sur la difficulté voire l'impossibilité pour un « analyste » étranger à la culture des protagonistes du travail de produire un savoir sur les situations de travail ; l'autochtone connaît sa société, par contre le recours aux savoirs savants est compliqué pour les deux.

*du terrain, et de l'action, peu attentive aux savoirs sociaux ou issus d'une analyse sociétale plus globale »<sup>7</sup>.*

En effet, comment faire dialoguer ces champs quand le problème est de comprendre le fonctionnement de la société, du contexte restreint (situation de travail immédiate) au contexte général (macro, mondialisé) en passant par le contexte médian (société proche du restreint : rapport sociaux, règles communes, valeurs...)<sup>8</sup>. Connaître un tant soit peu des sociétés aussi étrangères que les sociétés africaines nécessite une cohabitation relativement longue, ce qui n'est souvent pas le cas. À cette méconnaissance relative s'ajoute la barrière de la langue.

Quant au recours au champ de la recherche, lui aussi est loin d'être évident. Reprenons ce qu'écrit Jean Copans, que cite Tine Manvoutouka, lorsqu'il fait un bilan

*« du contenu et la place en France de l'enseignement portant sur les problèmes dits de développement [...] pour me résumer, nous ne sommes pas du tout à la hauteur. Certes, les disciplines qui s'y intéressent ont des projets théoriques différents et, si on fait par exemple le tour des ressources offertes par le réseau du Gemdev, il y a de quoi construire un panorama transdisciplinaire, transcontinental et pluri-thématique satisfaisant. Mais l'offre est globalement insuffisante, mal appréciée et des collaborations pas toujours au point entre spécialistes des disciplines et aires régionales »<sup>9</sup>.*

Parmi d'autres raisons invoquées, la faiblesse de la part mondialisée de nos cultures académiques. Faut-il rappeler ici le désappointement et la colère de Séverine Kodjo-Grandvaux sur le fait que « *les textes de philosophie africaine ne sont ni interrogés ni*

---

<sup>7</sup> Edouard Orban, « C'est le singe qui est resté suffisamment longtemps dans la forêt qui trouve la noix de cola », Aix en Provence, 2016, <https://www.even3.com.br/anais/csid/103356-comprendre-le-travail-de-societes-autres-/>, p. 138.

<sup>8</sup> Abdallah Nouroudine, *Travail et Développement*, Rapport d'Habilitation à Diriger des Recherches, Mars 2009, Université de Provence, Aix-en-Provence.

<sup>9</sup> Jean Copans, « L'aide au développement ne marche pas à la canonnière ! », *Revue du Tiers Monde*, 1(209), 2012, p. 199-212.

*commentés par les philosophes occidentaux* »<sup>10</sup> ; aucune université française n'enseigne les philosophies africaines !

Les recherches dans les pays d'Afrique subtropicale connaissent de manière plus exacerbée une situation analogue à celles en France. La production de recherches en sciences humaines se développe incontestablement dans les différents pays<sup>11</sup>. Mais elle est peu connue (difficulté de publication), et surtout pas coordonnée. Elle subit aussi un mouvement d'expatriation des chercheurs (mal rémunérés) vers des offres opérationnelles ou des prévisions conjoncturelles plus lucratives proposées par les institutions internationales bailleurs de fonds. Plus décisif est en la matière une question épistémologique.

Pour une grande part, les universités d'Afrique noire francophone relèvent de « l'école de la copie »<sup>12</sup> des enseignements prodigués par les pays anciennement colonisateurs<sup>13</sup>, dès lors : « *comment faire du développement si l'esprit méthodologique des sciences de la société, économie comprise, n'est pas "indigénisé" dans tous les parlars des sociétés ?* »<sup>14</sup>.

Il ne s'agit pas ici de verser dans le culturalisme, qui est un déni d'universalité dénoncé avec raison par Tine Manvoutouka : « *cette voie d'entrée par les particularismes culturels présente le danger d'assigner un rôle et une place bien définie, stéréotypée, sans histoire, aux sociétés que l'on cherche à étudier* » (p. 123). Il s'agit seulement d'indiquer que les catégorisations, classifications, voire des concepts utilisés par les savoirs exportés sont en inadéquation avec des

---

<sup>10</sup> Séverine Kodjo-Grandvaux, « Philosophies africaines », Éditions Présence africaine, Paris, 2013, 301 pages.

<sup>11</sup> Mentionnons les travaux du CODESRIA, du LASDEL, plus récemment de « Les ateliers de la Pensée »... Faire un recensement de ces différentes recherches africaines pourrait être un projet initié par la SIE. Ce travail serait à coup sûr utile et apprécié.

<sup>12</sup> Richard Ngob Usim, « Pour que l'école de la copie cède le pas à l'école incitatrice à la créativité des élèves : fondements et pistes », in *Congo Afrique*, n° 410, Kinshasa, décembre 2006, p. 486-502.

<sup>13</sup> Voir la note de lecture J-N Lemfuka Ava in *Congo Afrique* n° 408, Kinshasa, 2006, p. 379-380.

<sup>14</sup> Jean Copans, Op. cit.

réalités locales. Ce que les philosophes Souleymane Bachir Diagne s'inspirant de Kwasi Wiredu formulent ainsi : « *l'universel s'évalue dans l'épreuve de la traduction* » ; « *Une traduction est une incessante mise à l'épreuve de soi par l'autre et de l'autre pas soi* »<sup>15</sup>, elle s'effectue sur un fond d'incompréhension voire d'impossible traduction.

Pour autant Bachir Diagne est un ardent défenseur d'universalité : « *je répète que je suis pour l'universel, mais l'universel en tant qu'objectif à viser, tâche à réaliser, et non pas en tant que donné auquel il faudrait faire retour* »<sup>16</sup>. Ce positionnement est porté par de nombreux penseurs africains subtropicaux. « *Toute civilisation humaine n'est telle que parce que métisse* » écrit Achille Mbembe, qui poursuit :

*« devenir humain implique la sortie de soi-même et la rencontre – jamais garantie – avec l'étrange de l'étranger. Toute pensée véritable surgit au point de rencontre avec ce qui n'est pas soi-même. [...] penser, tout comme nourrir sa vie, devient inévitablement habiter l'écart, faire travailler l'écart »*<sup>17</sup>.

Il s'agit de construire le « tout monde » d'Édouard Glissant, un monde de la rencontre des autres où l'Afrique aurait toute sa place.

On en revient ainsi à la question du début du livre « Pourquoi l'Afrique ? » Parce que quiconque a la chance de la pratiquer se frotte à des univers porteurs d'avenir en terme de développement, de conception du travail, de rapport à la nature, de relations communautaires ...

Prenons à titre d'exemple l'invitation à la réflexion de l'économiste sénégalais Ndongo Samba Sylla<sup>18</sup>. Il interroge l'avenir de

---

<sup>15</sup> Souleymane Bachir Diagne in *En quête d'Afrique(s) – Universalisme et pensée décoloniale*, Souleymane Bachir Diagne - Jean Loup Amselle, Éd. Albin Michel 2018, p. 76.

<sup>16</sup> Souleymane Bachir Diagne, Op. cit., p. 102.

<sup>17</sup> dans *Écrire l'Afrique – Monde*, sous dir. A. Mbembe et Felwine Sarr, Les Ateliers de la pensée, Éd. Philippe Rey / Jimsaan, Dakar, Sénégal, 2017, p. 384.

<sup>18</sup> Ndongo Samba Sylla, « Face au défi démographique et aux mutations technologiques, l'emploi salarié décent a-t-il un avenir en Afrique ? », *Écrire l'Afrique – Monde*, Op. cit., p. 287- 304.

« l'emploi salarié décent » en Afrique face au défi démographique et aux situations technologiques. Par emploi décent il entend l'emploi comme moyen principal : de distribution de pouvoir d'achat, d'accès à la citoyenneté sociale et mécanisme privilégié d'intégration sociale ; ce qu'il appelle « le paradigme fordiste ». Une analyse mondiale lui fait écrire : « *le mode d'emploi salarié régulier et décent est une exception historique. [...] il mérite le qualificatif d' "atypique"* ». Sa thèse est que cet emploi n'a pas d'avenir en Afrique, et que c'est une stratégie parfaitement anachronique au XXI<sup>ème</sup> siècle que de vouloir en faire « la norme dominante d'emploi », eu égard à l'absurdité du mode de croissance du capitalisme et au développement de l'automatisation (informatique, robotisation). Il ne s'agit plus de savoir si nous sommes « *"capables de créer des emplois ?" mais plutôt "sommes-nous capables de répondre à tous les besoins sociaux avec le minimum de gaspillage ?"* ». La mise en place d'un nouveau paradigme distributif, et son intersection avec l'évolution démographique, « *ont le potentiel de contribuer à l'éclosion d'une civilisation de l'abondance, de la gratuité, du partage et de la libération humaine* » ; « *le débat mérite au moins d'être ouvert* ».

Ainsi donc à l'opposé de l'afro-pessimisme, et sans naïveté, nous partageons l'analyse de Mbembe lorsqu'il écrit :

*« L'expérience humaine en Afrique pose à l'intelligence de notre temps des questions dont la radicalité n'a guère, jusqu'à présent, fait l'objet d'une exploration conséquente. Or, une pensée du monde qui prendrait au sérieux cette radicalité ne gagnerait pas seulement en densité. En fait, le renouvellement de notre imagination de la culture, du politique et du langage ainsi que de notre pensée de l'humain en général - tout cela passe désormais par ce miroir du monde qu'est devenue l'Afrique »<sup>19</sup>.*

Le travail de Tine Manvoutouka nous y engage.

---

<sup>19</sup> Mbembe Achille, *Écrire l'Afrique – Monde*, Op. Cit. p. 392.